

Colombie : poursuite des négociations entre le Comité de Grève et le gouvernement et des mobilisations populaires



Bogota, 21 mai (RHC) Après un marathon de 17 heures, la réunion entre des représentants du Comité National de Grève, CNG, et le gouvernement colombien pour tenter de mettre un terme à la répression et aux mobilisations en Colombie s'est achevée ce vendredi matin.

À l'issue de la rencontre, le commissaire à la paix, Miguel Ceballos, a déclaré que la réunion avait permis "d'avancer dans la construction d'un document d'accord".

Les représentants du CNG et du gouvernement ont confirmé qu'ils reprendront les dialogues ce vendredi à partir de 10 heures, dans la ville de Bogota.

Les parties ont indiqué qu'elles progressaient vers un accord sur l'établissement de garanties pour une mobilisation pacifique et ont affirmé qu'il existait une volonté claire d'aller de l'avant et de parvenir à un consensus.

Tard dans la nuit, les membres du Comité ont admis qu'en approfondissant certaines des réponses, on pourrait commencer à voir une volonté d'aller de l'avant.

Le Gouvernement estime que vendredi à midi, la table de négociation pourra être formellement installée et que l'on pourra discuter des solutions possibles à la criminalisation de la protestation et de la répression.

Malgré les progrès supposés de la rencontre à Bogota, de nouvelles mobilisations ont été annoncées dans le cadre de la grève nationale.

Selon François Maltais, président de la Centrale Unitaire des Travailleurs et membre du Comité de Grève, les marches se poursuivront la semaine prochaine, exactement les mercredi 26 et vendredi 28 mai.

Dans la matinée du jeudi, un nouveau rapprochement entre le (CNG) et le gouvernement a commencé à Bogota.

Des représentants de syndicats tels que la Fédération colombienne des enseignants (Fecode), la Centrale unitaire des travailleurs (CUT) et la Confédération générale du travail (CGT), l'Union nationale des étudiants de l'enseignement supérieur (Unees) et d'autres groupes ont participé à la réunion.

Le Haut-Commissaire à la paix, Miguel Ceballos, y a assisté, entre autres, pour le Gouvernement. Une représentation de l'Église catholique et de l'Organisation des Nations Unies (ONU) y participe également.

Une communication diffusée par le CNG confirme son exigence que le gouvernement démilitarise les villes et mette fin au massacre de manifestants pacifiques. Il impose également plusieurs exigences de nature antinéolibérale, telles que la fourniture d'un revenu de base d'au moins un salaire minimum mensuel, la défense de la production nationale et l'octroi de subventions aux petites et moyennes entreprises.

Il demande en outre que des emplois assortis de droits soient garantis, que les frais de scolarité et l'alternance dans l'enseignement soient nuls, que les privatisations soient freinées et que le décret 11-74 sur la protection sociale soit abrogé, et que des politiques de non-discrimination fondée sur le sexe soient mises en place; diversité sexuelle et ethnique.

En analysant l'impact politique de la mobilisation de 23 jours, le CNG estime que la protestation a forcé le retrait des réformes fiscales et de santé.

Source Telesur

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/258075-colombie-poursuite-des-negociations-entre-le-comite-de-greve-et-le-gouvernement-et-des-mobilisations-populaires>



Radio Habana Cuba